

■ Réunion -Débat du Samedi 2 février 2019

Maison des associations J. Mallet

La Fiscalité et les dépenses publiques

- Remarque préliminaire de quelques participants dénonçant la politique gouvernementale qui a alimenté le mécontentement : « Les citoyens ne sont pas écoutés, ils doivent pouvoir s'exprimer et être entendus ».

Participants : 36 personnes

■ **Question 1 : Quelles sont toutes les choses qui pourraient être faites pour améliorer l'information des citoyens sur l'utilisation des impôts ?**

→ **Constats - Interrogations :**

- Il y a un manque de transparence de l'administration centrale – Ministère du Budget et des Finances - et une distance avec le citoyen - pourquoi ?
- Avoir des infos en amont, connaître l'utilisation des impôts – où vont les impôts ? Y compris au niveau local.
- Il faut expliquer à quoi servent les impôts ?
- **Il est difficile de trouver l'information pour le citoyen**
- Sujet complexe – nécessite une certaine expertise – technicité - nécessité de simplifier – de rendre le sujet abordable pour le citoyen
- Les politiques n'expliquent pas suffisamment leurs décisions, comment sont justifiées les augmentations ?
- Il y a peu de pédagogie sur le sujet dans le parcours scolaire

→ **Propositions :**

- Mobiliser les medias nationaux publics (chaînes TV thématiques) pour renforcer l'information et la transparence vis-à-vis du citoyen
- Développer la pédagogie dans le cadre de la formation scolaire, par exemple au lycée, avec neutralité
- Expliquer les décisions politiques à tous les niveaux (du sommet de l'Etat au local)

■ **Question 2 : Que faudrait-il faire pour rendre la fiscalité plus juste et plus efficace ?**

- Revoir la progressivité de l'impôt – faire évoluer les taux pour les tranches les plus élevées – mieux répartir la charge de l'impôt – les classes moyennes sont les plus taxées proportionnellement à leurs ressources
- Revoir les niches fiscales qui profitent aux plus riches
- L'augmentation de la TVA sur les produits de consommation est une bonne chose si elle profite véritablement aux agriculteurs et producteurs locaux

- Faut-il payer l'impôt dès le 1^{er} € de ressource ?
- Redistribuer les richesses pour plus de justice fiscale et sociale

➔ Propositions :

- Réinstaurer la demi-part pour les veuves/veufs
- Taxation des GAFAM
- Alléger la TVA sur les produits ou services de 1^{ère} nécessité
- Accroître la fiscalité sur les produits de luxe qui touche le plus aisés
- Rendre la fiscalité sur les ressources plus progressive – supprimer les niches fiscales inefficaces
- Instaurer un rapport de 1 à 7 entre la rémunération la plus basse et la plus haute (dispositif existant dans certains pays nordiques)
- Privilégier l'engagement citoyen (bénévolat, tâches contributives...), avec des contreparties fiscales (système actuel peu incitatif pour les bénévoles associatifs)
- Réduire les droits de succession pour les patrimoines modestes

■ **Question 3 : Afin de réduire le déficit public de la France qui dépense plus qu'elle ne gagne, pensez-vous qu'il faut avant tout :**

➔ **L'assemblée ne souhaite pas répondre à cette question**

- **La question de fond est celle du modèle que nous voulons**
- La question de la souveraineté de la France se pose, au regard des règles budgétaires imposées par L'Union Européenne et la mondialisation. Il faut respecter le modèle social et fiscal de chaque pays.
- Il faut gérer en « bon père de famille », sans pour autant augmenter sans cesse les impôts – les ressources.

■ **Question 4 : Quels sont selon vous les impôts qu'il faut baisser en priorité ?**

- **Voir les réponses à la question N°2**
- Les choix qui ont été faits depuis le début de la mandature ne sont pas justes : augmentation de la CSG, baisse de l'ISF...
- Pourquoi supprimer la Taxe d'Habitation ? Est-ce supportable pour les communes ?
- Pourquoi maintenir la Taxe Foncière sur les Propriétés Bâties qui pénalise l'accession à la propriété ?

■ Question 5 : Afin de baisser les impôts, et réduire la dette, quelles dépenses publiques faut-il réduire en priorité ?

- Il ne faut pas réduire les dépenses de Santé (ex : nouvel Hôpital de Lens dont la capacité d'accueil sera réduite)
- Ni les dépenses des collectivités locales qui assurent des services de proximité et contribuent à l'investissement local :
 - Exemple du Département du Pas-de-Calais : 74% des dépenses au profit des solidarités humaines (séniors, Personnes en situation de handicap, allocataires du RSA...)
- Revoir les salaires des parlementaires – des Ministres :
 - Les Députés perçoivent leur indemnité alors qu'ils ne sont pas toujours présents et assidus – leurs avantages semblent disproportionnés (notes de frais, déplacements...) – il faut indemniser raisonnablement leur travail quand il est bien fait
 - Réduire le nombre de parlementaires

■ Question 6 : Parmi les dépenses de l'Etat et des collectivités territoriales, dans quels domaines faut-il faire avant tout faire des économies ?

- Il faut mesurer l'impact des réductions des dépenses – s'inscrire dans des logiques durables et raisonnées, et éviter les effets de balancier.
- Ne pas brader la Culture et la Patrimoine
- Il faut revoir les dépenses consacrées à la Défense selon l'intérêt des interventions de l'Armée Française à l'extérieur
- Sécurité : il faut mieux répartir les efforts sur le territoire national, réduire les inégalités territoriales (ex : l'agglomération lensoise manque de Policiers nationaux)

■ Question 7 : Afin de financer les dépenses sociales, faut-il selon vous...

- S'ils peuvent sembler justes, les contrôles relatifs aux aides versées sont-ils efficaces ?
- La génération du baby-boom a connu une évolution de vie favorable_– il n'y a plus d' « ascenseur social » aujourd'hui
- Le travail n'est pas suffisamment rémunéré
- Il faut privilégier l'emploi et la juste rémunération du travail
- Les déplacements professionnels coûtent de plus en plus cher (et pourtant il faut se déplacer de plus en plus, et plus loin, pour accéder à l'emploi)
- Revoir les conditions d'attribution de certaines aides sociales et certaines aberrations (APL supérieure au montant du loyer pour certains locataires)
- Revoir les modalités de calcul de certaines allocations (ex : APL selon ressources N-2)

- Retraites :
 - Réinstaurer l'âge de départ à 60 ans pour favoriser l'accès à l'emploi des jeunes et tenir compte des pathologies des seniors
- Il faut suspendre les allocations accordées aux familles déchues des droits parentaux – pour autant la réglementation existe, elle est parfois appliquée
- Le problème de fond est celui de l'emploi pour tous, bien rémunéré
- Interrogation concernant le Service volontaire : quelle efficacité au regard du coût pour l'Etat ?

■ Question 8 : Quels sont les domaines prioritaires où notre protection sociale doit être renforcée ?

- **La Santé**, l'accès aux soins pour tous, le coût de certains traitements qui ne sont plus remboursés :
 - Inégalités dans la prise en charge des complémentaires de Santé
 - Les mutuelles obligatoires imposées par les employeurs pèsent sur le pouvoir d'achat des couples salariés si les deux ont des contrats différents
 - Désertification médicale, perte de proximité de l'offre de soins
- **La prise en charge de la Dépendance et du Handicap** (coût des établissements, aide aux aidants...)
 - Il faut privilégier la prévention, les solutions alternatives et innovantes (prise en charge de la dépendance et du Handicap...)

■ Question 9 : Pour quelle(s) politique(s) publique(s) ou pour quels domaines d'action publique, seriez-vous prêts à payer plus d'impôts ?

→ **L'Assemblée ne souhaite pas traiter cette question**

- L'Etat doit assumer du mieux possible ses missions régaliennes : Education nationale, Solidarité, Logement, Ecologie, Sécurité, Politique de l'Emploi...

■ Question 10 : Seriez-vous prêts à payer un impôt pour encourager des comportements bénéfiques à la collectivité comme la fiscalité écologique ou la fiscalité sur le tabac ou l'alcool ?

- Des dispositifs existent déjà : taxe sur l'électroménager, sur l'Eau... – il faut tout d'abord optimiser les taxes existantes
- **Faut-il uniquement concevoir l'Ecologie et la Protection de l'Environnement sous l'aspect fiscal ?** Il faut changer les mentalités, encourager les gestes du quotidien, faire évoluer la réglementation pour diminuer la production de déchets (mettre à contribution les producteurs et le principe « pollueur-payeur »...)

- **Proposition** : créer une contribution pour promouvoir la Culture (tisser du lien, de la mixité sociale...)
- Etendre le bénéfice de la prime écologique pour l'achat de véhicules
- La démarche doit être mondiale sinon certains pays deviendront – volontairement ou non - les « poubelles du Monde »

■ **Question 11: Y-a-t-il d'autres points sur les impôts et les dépenses sur lesquels vous souhaitez vous exprimer ?**

- Créer des lieux d'échange – de socialisation à l'échelle locale
- Pourquoi de telles disparités fiscales (TVA) entre les pays européens
- Donner la priorité à l'Education dès le plus jeune âge (miser sur l'Enfance et la Jeunesse)
- Revoir la situation des parents isolés pour l'accès aux structures de garde des enfants : les mamans doivent souvent interrompre ou adapter leurs carrières professionnelles
- Revoir le conditionnement des médicaments pour l'adapter aux besoins des patients
- Pourquoi privatiser certains organismes ou entreprises publics (La Française des Jeux...) ?

Vu, le rapporteur,
Patrick PONSEELE,

IMPORTANT : les propos consignés n'engagent en rien le rapporteur.